

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 29 juin 1977, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 20 juillet 1977 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 29e juni 1977 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft de 20e juli 1977 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

En son article 20, le projet d'arrêté ministériel abroge le chapitre II de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963. Dès lors, il y a lieu d'insérer, après l'alinéa 2 du préambule, l'alinéa suivant :

"Vu l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment le chapitre II, modifié par les arrêtés ministériels des 21 août 1964, 21 septembre 1966, 26 août 1968 et 27 mai 1975".

*

Article 1er.

Le début de l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Pour l'application de l'article 18, § 1er, 4°, de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées ...".

*

.../...

Article 2.

Au § 1er de l'article 2, il est préférable de rédiger le 2° comme suit :

"2° qui ont réussi les examens d'admission à l'Ecole royale militaire ou d'autres examens prévus pour le recrutement d'officiers de carrière".

Au § 2, alinéa 1er de la phrase liminaire, il y a lieu de remplacer, dans le texte français, les mots "la moitié des points à une épreuve spéciale" par les mots "la moitié des points à un examen spécial". En effet, un ensemble de plusieurs épreuves constitue un examen et non pas une épreuve.

Le b) de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"b) au choix du candidat, une épreuve de culture générale portant sur l'arithmétique, la géographie et l'histoire ou une épreuve technique théorique portant sur les matières de l'enseignement secondaire inférieur technique dans la spécialité "électricité" ou "mécanique".

*

Article 3.

La rédaction du § 1er de l'article 3 prête à confusion : elle confond concours de recrutement et examen

.../...

linguistique.

Dès lors, le texte suivant est proposé :

"L'épreuve écrite de maturité d'un concours de recrutement du candidat officier temporaire consiste en une dissertation et une synthèse d'un texte lu. L'épreuve a lieu dans la langue dont le candidat a fait choix au moment de poser sa candidature".

L'alinéa 2 du § 1er doit être omis puisqu'il fait double emploi avec l'alinéa 2 du § 1er de l'article 3bis.

Au § 2, il convient d'écrire "par le chef d'Etat-major général ou, selon le cas, par le chef d'Etat-major de la force intéressée ou le chef du service médical".

*

En vertu de l'article 8, § 1er, de la loi du 13 juillet 1976, "la perte de la qualité de candidat officier temporaire ou de candidat sous-officier temporaire implique le retrait des commissions octroyées en cette qualité". Dès lors, l'intitulé du chapitre II devrait être rédigé comme suit :

"Conditions de l'octroi des commissions aux différents grades et retrait de la commission au grade de caporal".

*

.../...

Article 5.

A l'alinéa 1er de l'article 5 dont le contenu trouverait par ailleurs mieux sa place après les dispositions qui font l'objet de l'article 6, il est préférable d'écrire :

"Le volontaire temporaire qui est formé pour la police militaire ...".

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "entraînent" par le mot "implique" par souci de concordance avec l'article 8, § 1er, de la loi du 13 juillet 1976.

*

La section 1ère du chapitre III du projet, applique l'article 20, § 1er, du projet d'arrêté royal relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical. Le projet ne contient pas de dispositions quant au fonctionnement des comités de sélection et à la procédure à suivre par ceux-ci. Ces dispositions devraient trouver leur place après l'article 8 du projet.

*

.../...

Article 9.

L'article 9 applique l'article 19, 2°, a, du projet d'arrêté royal précité.

Au § 1er, alinéa 1er, il y a lieu de supprimer les mots "la connaissance de la langue prévue à l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 sur l'usage des langues à l'armée est jugée à l'occasion de cette épreuve", cette disposition figurant déjà dans ledit article 19, 2°, a.

*

Article 10.

Au § 1er de l'article 10, il y a lieu d'écrire :

" ... capable de suivre la formation conduisant à l'exercice :

soit des fonctions d'instructeur ...

soit des fonctions d'administration ou de logistique ...

soit, dans les groupes d'emplois à caractère technique, des fonctions ...".

*

Article 11.

Au § 1er de l'article 11, il y a lieu de rédiger le 2° comme suit :

.../...

"2° un exercice d'abdominaux d'une durée de deux minutes".

Le § 2, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le chef d'Etat-major de la force ou du service médical détermine, en fonction des conditions particulières propres à sa force ou à ce service, les exigences pour la réussite des tests, en tenant compte de l'âge des candidats et des fonctions que le personnel féminin peut exercer".

*

Article 12.

A l'alinéa 1er du § 1er de l'article 12, les mots " ... entre eux par le comité de sélection ..." seraient avantageusement omis.

Dans le cas où, suite à la remarque formulée par le Conseil d'Etat au sujet de l'article 20, § 1er, du projet d'arrêté royal relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, le concept "la valeur du candidat" sera remplacé par celui de "la manière de servir", il y aura lieu d'écrire au 2° : "La manière de servir du candidat" et "La manière de servir est notée ...".

Au même 2°, il serait préférable d'écrire : "... sur base des avis émis par les chefs hiérarchiques en

.../...

vertu ...".

Au 3°, il convient d'écrire : "Les points obtenus ... sont recalculés en fonction d'un maximum ...".

A l'alinéa 1er du § 2, il serait préférable d'omettre les mots "entre eux".

Dans le texte français de l'alinéa 2 du § 2, les mots "priorité est donnée" devraient être remplacés par les mots "la préférence est donnée".

*

Article 13.

Il convient de rédiger la phrase liminaire du § 1er de l'article 13, comme suit :

"§ 1er. La formation complémentaire que reçoivent les officiers temporaires classés en ordre utile pour être admis dans le cadre de carrière consiste en une période de cours d'une durée d'un an maximum. Ces cours portent sur les matières suivantes : ...".

Le 2° du § 1er devrait être précisé comme suit :

"2° l'organisation et la gestion des forces armées".

.../...

L'alinéa final du § 1er de cet article, serait mieux rédigé comme suit :

"Au cours de la formation, le candidat doit rédiger un travail personnel, en relation avec l'une des matières enseignées".

Le § 2 de l'article 13 doit être rédigé comme suit :

"§ 2. La formation s'achève par un examen de fin de cours qui comprend une série d'épreuves écrites et orales portant sur l'ensemble des matières enseignées".

L'examen de fin de cours est apprécié par un jury composé d'un officier supérieur, qui le préside, et de trois officiers. Le jury est assisté du titulaire du cours.

Au § 3, alinéa 1er, il convient d'écrire " ... des notes reçues à l'examen de fin de cours. Le travail de l'année et l'examen de fin de cours ont une importance égale".

Le § 4 doit être complété comme suit : "de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des candidats officiers médecins, pharmaciens, dentistes, et vétérinaires de carrière".

Article 14.

Dans le texte français le § 1er de l'article 14 devrait faire l'objet, comme c'est le cas pour le texte néerlandais, de deux alinéas.

Au premier alinéa, il convient d'omettre les mots "par le comité de sélection".

Le deuxième alinéa débiterait alors comme suit :
"Elle comprend en tout ou en partie les cycles de formation de candidat sous-officiers de carrière ...".

Au § 2, il convient de remplacer les mots "les parties du cycle de formation précité" par les mots "les parties des cycles de formation".

*

Article 15.

A l'article 15, il y a lieu d'écrire dans le texte français : "En cas d'échec à l'examen de fin de formation complémentaire ...".

*

Articles 16 et 17.

Aux articles 16 et 17, il y a lieu de remplacer dans le texte français, les mots "L'épreuve sélective" par les mots "L'examen sélectif" et les mots "de cette épreuve" et "de ces épreuves" par les mots "de cet examen".

.../...

D'autre part, il convient de remplacer les mots "consiste en une épreuve" par "comprend des épreuves".

Enfin, puisque, en vertu de l'article 23, alinéa 1er, b, du projet d'arrêté royal prérappelé, il appartient au Ministre de la Défense nationale de fixer la nature de l'examen sélectif, il convient de préciser que les matières et les modalités d'exécution de cet examen font l'objet d'un règlement spécial "arrêté par le Ministre de la Défense nationale".

*

Article 18.

Il est proposé de remplacer les alinéas 1er et 2 de l'article 18, § 1er, par le texte suivant :

"Article 18.-

§ 1er. Pour le cadre de complément, les examens sélectifs visés aux articles 16 et 17 ne peuvent être présentés qu'une seule fois pour un même recrutement. Pour réussir ces examens, il faut avoir obtenu 50% du total des points".

Dans le texte français de l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots "concours de recrutement" par "examen de recrutement".

Au § 2, il y a lieu d'écrire :

"§ 2. Les épreuves visées aux articles 16 et 17 peuvent être précédées de cours ou de stages préparatoires".

*

.../...

Article 19.

Le texte suivant est proposé pour l'article 19 :

"Article 19.-

Le classement des officiers et sous-officiers temporaires qui ont subi avec succès les examens visés aux articles 16 et 17 est établi suivant les modalités prévues à l'article 12;".

*

Article 20.

L'article 20 doit être rédigé comme suit :

"Le chapitre II de l'arrêté ministériel du 14 novembre 1963 relatif au statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés ministériels des 21 août 1964, 21 septembre 1966, 26 août 1968 et 27 mai 1975, à l'exception de l'article 39, est abrogé".

AANHEF.

In artikel 20 van het ontwerp-ministerieel besluit wordt hoofdstuk II van het ministerieel besluit van 14 november 1963 opgeheven. Daarom dient in de aanhef, na het tweede lid, te worden ingevoegd :

"Gelet op het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onder-officieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op hoofdstuk II, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 21 augustus 1964, 21 september 1966, 26 augustus 1968 en 27 mei 1975".

*

Artikel 1.

Het begin van dit artikel leze men als volgt :

"Voor de toepassing van artikel 18, § 1, 4°, van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht ...".

Voor het overige moet in dit artikel de terminologie worden overgenomen uit artikel 18, § 1, 4°, van de wet waarnaar verwezen wordt : "worden beschouwd als gelijkwaardig met de diploma's van volledig middel-

.../...

baar onderwijs van de hogere graad of van volledig middelbaar onderwijs van de lagere graad, naar gelang van het geval ...". Deze opmerking geldt ook voor artikel 2.

*

Artikel 2.

In § 1 van dit artikel kan 2° beter als volgt worden gelezen :

"2° die geslaagd zijn voor het examen voor toelating tot de Koninklijke Militaire School of voor andere examens die voor de werving van beroepsofficieren zijn voorgeschreven".

In § 2, eerste lid, inleidende volzin, Franse tekst, schrijve men "un examen spécial" in plaats van "une épreuve spéciale"; een geheel van "épreuves" is immers een "examen" en niet een "épreuve".

In dat eerste lid van § 2 kan b) beter als volgt worden gelezen :

"b) naar keuze van de kandidaat, een gedeelte over algemene ontwikkeling, betreffende rekenkunde, aardrijkskunde en geschiedenis, of een theoretisch technisch gedeelte over de leerstof van het lager secundair technisch onderwijs in de specialiteit "elektriciteit" of "mechanica".

*

.../...

Artikel 3.

In § 1 van dit artikel wordt het vergelijkend wervingsexamen verward met het taalexamen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Het schriftelijk maturiteitsgedeelte van een vergelijkend examen voor werving van kandidaat-tijdelijke officieren bestaat uit een verhandeling en een synthese van een voorgelezen tekst. Het examengedeelte wordt afgelegd in de taal die de kandidaat bij zijn kandidaatstelling heeft gekozen".

Het tweede lid van § 1 doubleert met het tweede lid van § 1 van artikel 3bis en dient dus te vervallen.

In § 2 leze men "door de chef van de Generale Staf of, naar gelang van het geval, door de Stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel of de chef van de medische dienst".

*

Krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 13 juli 1976 heeft "het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-tijdelijke officier of van kandidaat-tijdelijke onderofficier de ontneming tot gevolg van de aanstellingen die in die hoedanigheid werden verleend". Het opschrift van hoofdstuk II zou dus moeten luiden :

.../...

"Voorwaarden voor het verlenen van aanstellingen in de verschillende graden en ontneming van de aanstelling in de graad van korporaal".

*

Artikel 5.

In het eerste lid van artikel 5, waarvan de bepalingen overigens een betere plaats zouden kunnen vinden na het bepaalde in artikel 6, leze men :

"De tijdelijke vrijwilliger die voor de militaire politie wordt opgeleid, ...".

In het tweede lid vervange men "brengt ... met zich" door "heeft ... tot gevolg", overeenkomstig artikel 8, § 1, van de wet van 13 juli 1976.

*

Sectie (Afdeling) 1 van hoofdstuk III van het ontwerp geeft toepassing aan artikel 20, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst. Het ontwerp bevat geen bepalingen terzake van de werkwijze van de selectiecomités of van de door deze te volgen procedure. Zodanige bepalingen zouden na artikel 8 van het ontwerp moeten worden opgenomen.

*

.../...

Artikel 9.

Artikel 9 geeft toepassing aan artikel 19, 2°, a, van het zoëven genoemde ontwerp-koninklijk besluit.

In § 1, eerste lid, schrappe men de reeds in dat artikel 19, 2°, a, voorkomende bepaling : "De taalkennis bepaald in artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger wordt bij deze gelegenheid beoordeeld".

*

Artikel 10.

In § 1 van dit artikel leze men :

"... bekwaam is de opleiding te volgen die leidt tot het uitoefenen :

hetzij van de functies van instructeur ...,
hetzij van de administratieve of de logistieke functies in verband met zijn graad,
hetzij, in de ambtengroepen met technisch karakter, van de functies die dezelfde geschiktheden vereisen als die van ...".

*

Artikel 11.

In § 1 van dit artikel leze men 2° in het Frans als volgt :

.../...

"2° un exercice d'abdominaux d'une durée de deux minutes".

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. De Stafchef van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst bepaalt, lettend op de bijzondere omstandigheden die zijn krijgsmachtdeel of zijn dienst eigen zijn, de voorwaarden voor het slagen voor de tests, met inachtneming van de leeftijd van de kandidaten en van de functies die het vrouwelijk personeel kan uitoefenen".

*

Artikel 12.

In § 1, eerste lid, van dit artikel worden de woorden "... onder elkaar door het selectiecomité" beter weggelaten.

Voor het geval dat het begrip "waarde van de kandidaat" door "wijze van dienen" wordt vervangen overeenkomstig 's Raads opmerking bij artikel 20, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, schrijve men onder 2° : "De wijze van dienen van de kandidaat" en "De wijze van dienen wordt gewaardeerd op 40 punten voor ...".

Eveneens onder 2° schrijve men "... op basis van de adviezen, door de hiërarchische chefs uitgebracht krachtens ...".

.../...

Onder 3° schrijve men "De punten behaald op het selectie-examen bedoeld in ..., worden opnieuw berekend in verhouding tot een maximum ...".

In § 2, eerste lid, schrappe men het woord "onderlinge".

In de Franse tekst van § 2, tweede lid, vervange men "priorité est donnée" door "la préférence est donnée".

*

Artikel 13.

De inleidende volzin van § 1 van dit artikel leze men als volgt :

"§ 1. De aanvullende vorming van de tijdelijke officieren die batig gerangschikt zijn voor toelating tot het beroepskader, bestaat in een ten hoogste eenjarige cursus. De lessen lopen over de volgende vakken : ...".

De tekst onder 2° van § 1 moet als volgt worden verduidelijkt :

"2° de organisatie en het beheer van de krijgsmacht".

Het laatste lid van § 1 kan beter zo worden gelezen :

.../...

"Tijdens de vorming moet de kandidaat een persoonlijk werk opstellen, in verband met een der vakken van de leerstof".

Paragraaf 2 dient als volgt te worden geredigeerd :

"De vorming wordt afgesloten met een eindexamen dat bestaat uit een reeks mondelinge en schriftelijke gedeelten over de gehele leerstof.

Het eindexamen wordt beoordeeld door een commissie, die samengesteld is uit een hoger officier, voorzitter, en drie officieren. De commissie wordt bijgestaan door de lesgever".

In § 3, eerste lid, schrijve men "... van de tijdens de vorming en de op het eindexamen behaalde cijfers. Het werk tijdens het jaar en het eindexamen hebben gelijke waarde".

Paragraaf 4 moet als volgt worden aangevuld :
"... bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de werving, de opleiding en de bevordering van de kandidaat-officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen".

*

Artikel 14.

Zoals de Nederlandse moet ook de Franse tekst van § 1 van dit artikel in twee alinea's worden ingedeeld.

.../...

In het eerste lid schrappe men "door het selectiecomité".

Het tweede lid dient als volgt te beginnen :
"Zij omvat het geheel of een deel van de cyclussen voor de vorming van kandidaat-beroepsonderofficieren...".

In § 2 vervange men de woorden "de gedeelten van voornoemde vormingscyclus" door "de gedeelten van de voornoemde vormingscyclussen".

*

Artikel 15.

In artikel 15, Franse tekst, leze men :
"En cas d'échec à l'examen de formation complémentaire ...".

*

Artikelen 16 en 17.

In de artikelen 16 en 17, Franse tekst, vervange men "L'épreuve sélective" door "L'examen sélectif", en "de cette épreuve" en "de ces épreuves" door "de cet examen".

Ook vervange men "omvat een examengedeelte" door "omvat gedeelten".

Ten slotte : krachtens artikel 23, eerste lid, b, van het meergenoemde ontwerp van koninklijk besluit dient de Minister van Landsverdediging de aard van het selectie-examen vast te stellen. Daarom moet duidelijk worden gesteld dat het bijzonder reglement betreffende

.../...

de stof en de regels voor de organisatie van dat examen worden "vastgesteld door de Minister van Landsverdediging".

*

Artikel 18.

Voorgesteld wordt, het eerste en het tweede lid van artikel 18, § 1, door de volgende tekst te vervangen :

"Artikel 18.-

§ 1. Wat het aanvullingskader betreft mogen de in artikelen 16 en 17 bedoelde selectie-examens slechts eenmaal worden afgelegd voor een zelfde werving. Om voor die examens te slagen moet men 50 % van het totale punten-tal hebben behaald".

In het derde lid, Franse tekst, vervange men "concours de recrutement" door "examen de recrutement".

In § 2 leze men :

"§ 2. Aan de examengedeelten bedoeld in de artikelen 16 en 17 kunnen cursussen of voorbereidende proeftijden voorafgaan".

*

Artikel 19.

Voor artikel 19 wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 19.-

De rangschikking van de tijdelijke officieren en onderofficieren die met goed gevolg de in de artikelen 16 en 17 bedoelde examens hebben afgelegd, wordt opgemaakt volgens de regels bepaald in artikel 12".

*

Artikel 20.

Artikel 20 dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 20.-

Hoofdstuk II van het ministerieel besluit van 14 november 1963 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zee-macht en van de medische dienst, gewijzigd bij de ministeriele besluiten van 21 augustus 1964, 21 september 1966, 26 augustus 1968 en 27 mei 1975, met uitzondering van artikel 39, wordt opgeheven".

Messieurs : Ch. SMOLDERS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

G. BAETEMAN,
P. TAPIE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. DE VISSCHER,

assesseurs de la section
de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C. DESCHAMPS,

E. VAN VYVE,

greffier de section,
afdelingsgriffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. Ch.
SMOLDERS.

Le rapport a été présenté
par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. Ch. SMOLDERS.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

E. VAN VYVE.

Ch. SMOLDERS.